

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE

POUR LA

FOR THE

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS

JOURNAL

GENÈVE 1932

GENEVA 1932

N° 12. — DIMANCHE 14 FÉVRIER 1932.

No. 12. — SUNDAY, FEBRUARY 14TH, 1932.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE LA CONFÉRENCE.

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 710, Bâtiment des Commissions.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de la Conférence et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source de documentation. Au surplus, si l'on veut qu'il paraisse très exactement, il ne saurait donner autre chose qu'un résumé sommaire des discussions.

SOMMAIRE.

	Pages
I. Programme des séances	85
II. Neuvième séance plénière	86
III. Nouveaux messages en faveur de la Conférence	90
IV. Nouveau Bâtiment des commissions: entrée des délégations et de la Presse	91
V. Délégation française	91
VI. Liste des documents distribués à la Conférence	91

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Conférence.

Il y aura séance plénière de la Conférence demain, lundi 15 février 1932, à 10 heures, à la Salle du Conseil Général.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE CONFERENCE JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 710, Committee Building.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Conference and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of reference. Moreover, if it is to appear promptly, it cannot give more than a brief summary of the discussions.

CONTENTS.

	Page
I. Programme of Meetings	85
II. Ninth Plenary Meeting	86
III. Further Messages in Support of the Conference	90
IV. The New Committee Building: Entrance for Delegations and the Press	91
V. The French Delegation	91
VI. List of Documents distributed to the Conference	91

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Conference.

There will be a plenary meeting of the Conference to-morrow, Monday, February 15th, 1932, at 10 a.m. at the Salle du Conseil Général.

Ordre du jour:

Suite de la discussion générale.

Note. — Liste, par ordre alphabétique des pays, des orateurs qui ont donné leur nom au Président comme désirant prendre la parole pendant la discussion générale:

Allemagne: M. NADOLNY.
République Argentine: M. BOSCH.
Autriche: M. Emerich PFLÜGL.
Bulgarie: M. Alexandre MALINOFF.
Egypte: Mahmoud FAKHRY pacha.
Estonie: Le général LAIDONER.
Finlande: Le baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN.
Haïti: M. C. MAYARD.
Norvège: M. Erik COLBAN.
Pays-Bas: M. BEELAERTS VAN BLOKLAND.
Perse: Mirza Hussein Khan ALÂ.
Portugal: M. Fernando Augusto BRANCO.
Roumanie: M. Demètre J. GHIKA.
Suisse: M. Giuseppe MOTTA.
Turquie: Le Dr Tefvik RUSTU bey.
Union Sud-Africaine: M. T. C. TE WATER.
Uruguay: M. Pedro COSIO.
Yougoslavie: M. Voïslav MARINKOVITCH.

Bureau de la Conférence.

Le Bureau de la Conférence se réunira demain, lundi 15 février, à 16 h. 30, dans le Bâtiment des commissions (Salle M).

Ordre du jour:

Discussion sur la marche des travaux.

II. NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle du Conseil Général, le samedi 13 février 1932, à 10 heures.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS : COMMUNICATION DU PRÉSIDENT.

Le PRÉSIDENT prie les délégations qui ont présenté ou qui ont l'intention de présenter à la Conférence des propositions concrètes de les formuler dans des mémoranda séparés, en termes concis et, dans la mesure du possible, sous forme de tableaux. Dès qu'il sera parvenu un nombre suffisant de mémoranda de ce genre, il consultera le Bureau sur la meilleure méthode à suivre pour la continuation des travaux.

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*).

Sir George PERLEY (Canada) dit que son pays demande instamment que la Conférence fasse œuvre pratique et concrète en matière de réduction et de limitation des armements. A chaque pays ici représenté incombe l'obligation solennelle de contribuer à la solution des problèmes posés devant la Conférence. La présence, dans la délégation canadienne, de deux ministres de la Couronne et de la présidente du Conseil national des femmes est un indice de l'importance qu'attache le Canada à cette solution. Les pétitions canadiennes en faveur du désarmement ont été signées de plus d'un demi-million de personnes, sur une population de dix millions d'âmes, et elles traduisent l'expression vivante de l'opinion publique du Dominion.

Le projet de Convention, bien que comprenant des détails qui exigent un nouvel examen, fournit une base convenable de discussion.

Le Canada se rend compte de la relation existant entre les armements et la sécurité, mais l'expérience lui a appris que la réduction des armements peut, par elle-même, être génératrice

Agenda:

Continuation of the general discussion.

Note. — The following is a list in the alphabetical order of their countries of the speakers who have given their names to the President as wishing to take part in the general discussion:

Union of South Africa: M. T. C. TE WATER.
Argentine Republic: M. BOSCH.
Austria: M. Emerich PFLÜGL.
Bulgaria: M. Alexandre MALINOFF.
Egypt: Mahmoud FAKHRY Pacha.
Estonia: General LAIDONER.
Finland: Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN.
Germany: M. NADOLNY.
Haiti: M. C. MAYARD.
Netherlands: M. BEELAERTS VAN BLOKLAND.
Norway: M. Erik COLBAN.
Persia: Mirza Hussein Khan ALÂ.
Portugal: M. Fernando Augusto BRANCO.
Roumania: M. Demètre J. GHIKA.
Switzerland: M. Giuseppe MOTTA.
Turkey: Dr. Tefvik RUSTU Bey.
Uruguay: M. Pedro COSIO.
Yugoslavia: M. Voïslav MARINKOVITCH.

Bureau of the Conference.

The Bureau of the Conference will meet to-morrow, Monday, February 15th, 1932, at 4.30 p.m. in Room M. of the Committee Building.

Agenda:

Discussion on the Order of Work.

II. NINTH PLENARY MEETING.

Held at the Salle du Conseil Général at 10 a.m. on Saturday, February 13th, 1932.

PRESENTATION OF PROPOSALS TO THE CONFERENCE: COMMUNICATION OF THE PRESIDENT.

The PRESIDENT asked the delegations which had presented or intended to present concrete proposals to the Conference to formulate them in separate memoranda in a concise and as far as possible a tabulated form. He would consult the Bureau of the Conference as to the best method of future progress when a sufficient number of such memoranda had been received.

GENERAL DISCUSSION (*continuation*).

Sir George PERLEY (Canada) said that his country strongly felt that something practical and concrete should be done for the reduction and limitation of armaments by the present Conference. There was a solemn obligation upon every country represented at the Conference to contribute to the solution of its problems. The interest of Canada in that solution was shown by the presence at the Conference of two Ministers of the Crown and the President of the Canadian National Council of Women. Canadian petitions in favour of disarmament had been signed by over half a million out of a population of 10 million people and were a living expression of Canadian public opinion.

The draft Disarmament Convention, though it included details which required further examination, provided a suitable basis for discussion.

Canada appreciated the relation between armaments and security, but her experience had taught her that a reduction of armaments was itself a source of security and that no

de sécurité et que la sécurité permanente ne réside pas seulement dans les armements. Le Canada occupe le cinquième rang dans le commerce mondial, mais ses armements ne sont destinés qu'au maintien de l'ordre à l'intérieur et à l'exécution des obligations qui lui sont imposées par le droit international. Ce pays se trouve évidemment dans une situation favorable; avec son unique voisin, il a élaboré un système d'arbitrage et de conciliation qui fait que le règlement pacifique des différends surgissant entre les deux pays est devenu habituel et non accidentel. L'expérience a convaincu le Canada que la meilleure assurance contre la guerre était l'amitié et la bonne volonté des voisins.

Le Canada reconnaît la valeur, pour l'organisation de la paix, des nombreux accords signés au cours des douze dernières années et estime qu'il aurait déjà dû en résulter une réduction sensible des armements. A son avis, le meilleur moyen d'organiser la paix est d'insister sur la prévention des conflits plutôt que sur le châtiement des agresseurs, d'élaborer un système de conciliation plutôt que de prévoir les sanctions, d'utiliser la Société des Nations comme un moyen, pour l'opinion publique internationale, de se faire entendre, plutôt que d'en faire un super-Etat.

Le Canada reconnaît franchement sa répugnance à se laisser entraîner dans des problèmes politiques échappant à son action, mais la dernière guerre a démontré l'impossibilité, pour n'importe quel Etat, de demeurer indifférent à ces problèmes. La délégation canadienne appuiera avec la plus grande sympathie toute proposition positive tendant à la limitation et à la réduction des armements qui pourrait être soumise à la Conférence et insistera pour que celle-ci ne laisse pas échapper l'occasion, peut-être la dernière, qui s'offre aux nations de prendre des mesures efficaces.

M. ZARINE (Lettonie) dit que l'idée du désarmement et de la sauvegarde de la paix trouve un sol particulièrement fertile en Lettonie, dont l'indépendance et l'existence mêmes sont liées au maintien de la paix et dont les plaies causées par la guerre ne sont pas encore guéries. Bien que n'ayant pas participé à la préparation du projet de Convention, le Gouvernement letton est prêt à le prendre comme base de discussion, en se réservant le droit de présenter, le cas échéant, des propositions et amendements.

La délégation lettone appuiera toute mesure tendant à limiter et à réduire les armements et à créer un système d'assistance mutuelle efficace. Elle examinera avec intérêt et sympathie les propositions relatives à la création d'une force internationale, ainsi que tout autre projet qui pourrait garantir la paix et l'intégrité territoriale de son pays, projet reposant sur les principes du Traité d'assistance mutuelle de 1923 et du Protocole de Genève de 1924. La délégation lettone est en faveur de l'interdiction complète de la fabrication et de l'emploi des armes chimiques, ainsi que de l'interdiction des bombardements aériens, des canons de gros calibre et des chars d'assaut.

La Lettonie a déjà réduit son budget militaire et la durée du service militaire et elle ne possède aucune industrie d'armes et de matériels de guerre. Elle est cependant prête à aller plus loin encore et à accepter des obligations équitables, jusqu'à la dernière limite permettant d'assurer la paix intérieure, la sécurité et l'indépendance du pays et l'exécution des obligations internationales.

Le comte APPONYI (Hongrie) dit que la Hongrie, en raison de sa situation géographique, a plus intérêt que tout autre nation à un ordre reposant non sur la force mais sur le droit.

Comme l'a dit le délégué de la France, la discussion doit se maintenir dans les limites du problème qui préoccupe la Conférence. Celle-ci n'est pas une nouvelle Conférence de la paix, bien qu'elle doive servir la cause de la paix. C'est vers ce but final, qui est d'arriver à mieux assurer la paix, que tendent les efforts et c'est sous cet aspect que le délégué de la Hongrie veut envisager la modeste contribution que son pays peut apporter aux délibérations.

En effet, que peut offrir, sous ce rapport, la Hongrie, qui est, à la lettre, désarmée? La situation de la Hongrie, en fait de désarmement, est établie à l'article 104 du Traité de Trianon. Le délégué de la Hongrie se bornera à citer cet article, qui le dispensera d'énumérer des chiffres et qui est ainsi conçu:

« L'armée de la Hongrie doit servir exclusivement au maintien de l'ordre intérieur et à la police des frontières. »

permanent security could be found in armaments alone. Canada was the fifth trading nation of the world, but her armaments were only calculated for the preservation of internal order and for the performance of obligations imposed on her by international law. Canada was admittedly in a fortunate situation, having developed with her only neighbour machinery for arbitration and conciliation which had caused the peaceful settlement of disputes between them to become a habit rather than an event. Her experience had convinced her that the best assurance against war was the friendship and goodwill of neighbouring States.

Canada recognised the value of the many agreements made during the last twelve years for the organisation of peace and thought those agreements should have already resulted in a marked reduction of armaments. She believed that the organisation of peace might best be achieved by emphasising the prevention of conflict rather than the punishment of aggressors; by building up machinery for conciliation rather than providing sanctions; by using the League of Nations as a channel for international public opinion rather than by developing it into a super-State.

Canada frankly admitted her reluctance to become involved in political problems over which she had no control, but the last war had shown that it was impossible for any State to remain indifferent to those problems. Canada would wholeheartedly support any constructive proposals for the limitation and reduction of armaments laid before the Conference and he would urge the Conference to seize the last great opportunity which might be given to the nations to take effective action.

M. ZARINE (Latvia) said that the idea of disarmament and the safeguarding of peace received special support in Latvia, whose independence and existence even were bound up with the maintenance of peace and whose war wounds were not yet healed. The Latvian Government, though it had not participated in the preparation of the draft Convention, was prepared to take that Convention as a basis of discussion, reserving the right to submit, if necessary, proposals and amendments.

The Latvian delegation supported any measure which might tend to limit and reduce armaments and create an effective system of mutual assistance. It would examine with interest and sympathy the proposals for the creation of an international force, together with any other scheme which might guarantee the peace and territorial integrity of Latvia in accordance with the principles embodied in the Treaty of Mutual Assistance of 1923 and the Geneva Protocol of 1924. It was in favour of a complete prohibition of the manufacture and use of chemical arms, the prohibition of bombing from the air, of heavy artillery and tanks.

Latvia had already reduced her military budget and the period of military service. She had no industries engaged in the manufacture of arms and materials of war. She was, however, prepared to go even further and to accept just obligations up to the limits within which she would be able to ensure internal order, her security and independence and the execution of her international obligations.

Count APPONYI (Hungary) said that his country had more interest than any other nation in securing an order reposing not upon force but upon right.

As the delegate of France had said, the discussion should be kept within the limits of the problem with which the Conference was dealing. It was not a new Peace Conference but it must serve the cause of Peace. It was towards that final end—namely, the better assurance of peace, that all efforts were directed and it was under that aspect that he would refer to the modest contribution which his country might bring to the discussions.

What could Hungary offer in this connection as a country which was already disarmed? The situation of Hungary in respect of disarmament was established by Article 104 of the Treaty of Trianon. He would confine himself to quoting that article which would make it unnecessary for him to quote figures. The article was as follows:

“ The Hungarian army shall be exclusively employed on the maintenance of order within the territory of Hungary and in the policing of its frontiers. ”

On voit qu'il n'est pas question de la défense nationale, et que le droit naturel et imprescriptible de la défense contre une agression injuste est refusé en principe à la Hongrie. Pareille interdiction ne peut s'expliquer que par les passions qui régnaient au moment où les traités de paix furent conclus, mais, même dans ces circonstances, elle n'est que temporaire et n'a pu être acceptée, malgré la détresse des pays qu'elle concerne, qu'à cause de ce caractère temporaire, nettement exprimé dans le préambule de la Partie V, qui déclare que les clauses militaires sont imposées à certains pays afin de rendre possible l'acheminement vers la réduction générale des armements.

L'entrée de la Hongrie dans la Société a mis fin à cet état temporaire et, depuis ce moment, ce sont les prescriptions du Pacte qui sont valables à l'égard de la Hongrie: de même que celle-ci ne peut se dérober à aucune obligation imposée par le Pacte, de même la jouissance d'aucun droit que le Pacte accorde ne peut lui être refusée. La contribution de la Hongrie à l'œuvre difficile d'une réduction générale des armements ne peut pas consister en une renonciation à des armements qu'elle ne possède pas, elle ne peut être que l'insistance sur certains principes dont l'application serait égale pour toutes les nations.

Quels sont ces principes? Les lignes principales de la réduction des armements sont tracées par l'article 8 du Pacte, dont le premier paragraphe pose le principe de l'égalité juridique, et dont le deuxième paragraphe assure l'élasticité nécessaire pour l'application de ce principe. On ne peut objecter que, s'il y a là une règle générale valable pour toutes les nations, elle comporte une exception, un *jus singulare* pour les nations qui ont été désarmées par les traités de paix. Il ne saurait y avoir contradiction entre deux règles de droit dans le même instrument juridique. Si une contradiction est apparente, il faut en trouver la solution, et celle-ci est évidente: lorsque, sur deux règles, il y a possibilité de ne considérer l'une que comme temporaire, et qu'il n'y a, par contre, aucune raison de considérer l'autre comme susceptible d'avoir des exceptions, il faut accepter, au point de vue juridique, l'interprétation de la première des deux règles de telle manière qu'on ne la mette pas en contradiction avec la seconde.

En dehors de cette considération juridique, que le délégué de la Hongrie estime inattaquable, il y a la grande règle morale formulée un jour par Léon Bourgeois: « Il ne peut y avoir deux espèces de Membres dans la même Société des Nations si l'on veut qu'elle soit une société ». Dès lors, ce que peut faire la Hongrie pour l'œuvre commune, c'est de s'efforcer de faire pénétrer dans la conscience publique le principe d'égalité juridique des nations, qui est inclus dans l'article 8. C'est un point sur lequel la Hongrie ne peut faire de concessions. Si l'assurance qu'il s'agissait d'une mesure temporaire n'avait pas été incluse dans le préambule des traités, la Hongrie ne les aurait pas signés, même dans la situation désespérée où elle se trouvait. Car il existe une limite infranchissable, c'est celle que constitue la dignité nationale.

Au surplus, la reconnaissance de l'égalité juridique de toutes les nations offre un terrain où l'entente peut se faire. Le programme de l'Union pour la Société des Nations, soutenu à cette tribune par lord Cecil il y a une semaine, place en tête de ses revendications cette reconnaissance. Il est vrai que la pétition de l'Union ajoute que l'égalité juridique ne doit pas être obtenue par l'augmentation des armements, mais uniquement par leur réduction. Le délégué de la Hongrie n'y voit aucun inconvénient. Son pays reste volontiers dans cet état de désarmement, qui ne rend possibles le maintien de l'ordre intérieur et la police des frontières que si les autres nations consentent à agir comme elle.

Or, l'esprit pessimiste qui animait le comte Apponyi lorsqu'il est arrivé à Genève, il ne l'a plus aujourd'hui, depuis qu'il a entendu les représentants des grandes Puissances: la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France, l'Italie, et les représentants de nations moins importantes, parler avec un accent qui trahissait l'intention de frayer la voie à une conciliation. Il a été affermi dans le sentiment du devoir de travailler à obtenir un résultat sérieux qui, s'il ne remplit pas d'emblée toutes ses espérances, soit au moins une première étape, offrait déjà la garantie que le but final sera atteint dans le laps de temps le plus court.

There was here no question of national defence. The natural and imprescriptible right of defence against unjust oppression was in principle refused to Hungary. Such a prohibition could only be explained by the passions which prevailed at the time when the Treaties of Peace were concluded, but, even in those circumstances, it had only been intended as a temporary measure and had only been possible of acceptance, in spite of the distress of the countries which it concerned, owing to its temporary character. That temporary character was clearly stated in the Preamble of Part V which declared that the military clauses were imposed on certain countries in order to render possible a progress towards a general reduction of armaments.

The entry of Hungary into the League of Nations had put an end to that temporary position and from that moment the provisions of the Covenant were valid so far as Hungary was concerned; so that Hungary could not evade any obligations imposed by the Covenant, nor could the benefit of any right accorded to her by the Covenant be refused. The contribution of Hungary to the difficult task of a general reduction of armaments could not lie in a renunciation of the armaments which she did not possess but could only take the form of insisting on certain principles whose application would be equal for all nations.

What were those principles? The general lines traced for the reduction of armaments were laid down in Article 8 of the Covenant and the first paragraph of that article stated the principle of legal equality. The second paragraph gave the necessary elasticity in respect of the application of that principle. It could not be objected that, though there was a general rule valid for all nations, there was an exception to that rule, a *jus singulare* for the nations which had been disarmed by the Treaties of Peace. There could not be a contradiction between two rules of law in the same legal instrument. If a contradiction was apparent, it was necessary to find a solution for that contradiction. The solution was clear: when, of two rules, it was possible to regard one as only temporary and when there was no reason to regard the other as liable to exceptions, it was necessary to accept from the legal point of view an interpretation of the first of the two rules which did not put it into contradiction with the second.

Apart from legal consideration, which he regarded as unassailable, there existed the great moral law formulated by Léon Bourgeois to the effect that there could not be two kinds of Members in the same League of Nations if the League were to be a society in the real sense of the word. What Hungary therefore could do in furthering the common task was to endeavour to drive into the public conscience the principle of the legal equality of nations embodied in Article 8. That was a point in regard to which Hungary could not make any concessions. If the assurance that the inequality to which he had referred was only a temporary measure had not been included in the Preamble to the Treaties, Hungary would not have signed them, even in the desperate situation in which she had found herself; for there was a limit which could not be passed and that limit was fixed by the sentiment of national dignity.

Moreover, the recognition of the legal equality of all nations afforded a ground on which understanding might be reached. The programme for the League of Nations Union, which had been presented from that platform by Lord Cecil a week ago, placed this recognition in the forefront. It was true that the petition of the Union added that legal equality must not be obtained by an increase of armaments but only by a reduction. He had no objection to that view. His country would willingly remain in her present state of disarmament which only allowed her to maintain internal order and to police her frontiers if the other nations consented to act in the same way.

He was no longer subject to the pessimism with which he had come to Geneva. That feeling had vanished when he had heard the representatives of the Great Powers, the British Empire, the United States of America, Germany, France and Italy, and the representatives of less important nations, speaking with an accent which affirmed the intention of finding a way to an agreement. He had been strengthened in a feeling that it was his duty to work for a serious result which, if it did not immediately fulfil all his hopes, might at least be a first stage and afford a guarantee that the final object would be achieved with the least possible delay.

Cependant, le véritable fondement de la paix réside non pas dans les garanties morales, encore moins dans les garanties matérielles, mais dans le sentiment que les droits et la dignité sont respectés et que les nations jouissent de toutes les conditions nécessaires à leur existence et à leurs progrès. C'est dans cet esprit que la Hongrie veut collaborer à l'œuvre de la Conférence.

Après ces considérations, il va de soi que le délégué de la Hongrie se trouve en pleine opposition avec certaines parties du projet de convention et qu'il ne saurait l'accepter dans son ensemble. Reprenant la formule du délégué de la Suède, il accepte ce projet, non pas comme base, mais comme cadre des délibérations, et il résumera de la manière suivante ce que son pays désire obtenir par cette première Conférence:

1^o La Hongrie demande l'application générale de l'article 8, qui proclame le droit égal pour tous au minimum d'armements compatible avec la sécurité nationale et l'accomplissement des obligations internationales, et qui prescrit, pour l'application de ce principe, la prise en considération de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque nation selon un projet élaboré par le Conseil et accepté par tous les Etats.

2^o La Hongrie constate que le terme « minimum » signifie la réduction la plus forte qu'il soit possible d'obtenir.

3^o La Hongrie pense que ce terme implique la réduction non seulement des effectifs mais encore du matériel de guerre, la suppression totale des armes de caractère offensif, des avions, surtout de bombardement, selon le modèle des interdictions contenues dans les clauses militaires des traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

4^o Si un tel but ne peut être réalisé que par étapes, la Hongrie demande que ces étapes soient distribuées sur le plan de l'époque la plus courte possible, et que la convention représente le maximum de progrès dans cette voie et contienne des garanties péremptoires pour sa réalisation totale, dans le plus bref délai possible.

M. YEN (Chine) dit qu'il n'est aucun pays, parmi ceux qui sont ici représentés, pour qui le problème des armements présente un sens aussi terrible que pour le peuple chinois, qui est en présence de la crise nationale la plus grave de son histoire moderne. Le résultat de la lutte actuelle pour repousser une agression extérieure doit inévitablement et dans une grande mesure déterminer la politique que la nation chinoise compte poursuivre en matière d'armements.

La Chine n'a aucune raison de s'opposer à aucune des mesures pratiques qui ont été suggérées. La délégation chinoise pense comme la délégation britannique que l'on devrait réduire et limiter le chiffre total des forces armées de toute espèce ainsi que le tonnage total des flottes actuelles et le total des budgets militaires; elle pense également que l'on devrait chercher à supprimer ou à limiter l'emploi des armes servant essentiellement à la guerre d'agression.

Il est stupéfiant que les armements actuellement existants coûtent plus cher qu'avant la guerre mondiale et c'est avec angoisse que l'on constate que ces armements sont infiniment plus dangereux pour la population civile. L'histoire enseigne que les armements, portés à un tel degré de développement, ne peuvent qu'engendrer l'impérialisme militariste et amener les peuples à confondre le droit avec la force. Cette vérité a été démontrée en 1914 en Europe, elle l'est aujourd'hui en Asie.

Il faut réduire énergiquement le total des armements du monde et la Chine prendra sa part dans cette réduction. Il fut un temps où la Chine était une nation belliqueuse, mais elle a depuis lors appris à tourner ses énergies vers l'art, la littérature et la philosophie et à considérer avec mépris le métier des armes. Elle a aujourd'hui le sentiment de devoir désapprendre ce qu'elle avait ainsi appris. L'expérience amère de ces derniers mois lui a également montré que les engins modernes de guerre donnent à l'attaque, surtout à l'attaque brusquée et non déclarée, une prédominance complète sur les moyens de défense. Les grands navires de guerre, les chars d'assaut, l'artillerie lourde et l'aviation de bombardement ne peuvent qu'anéantir les nobles aspirations de la Société, qui tendent à assurer à ses Membres la sécurité contre la guerre et la garantie contre l'agression.

Toutefois, comme l'a fait ressortir la délégation française, la réduction des armements est par elle-même insuffisante pour

The real foundations of peace, however, lay not in moral guarantees, still less in material guarantees, but in the feeling that the rights and dignities of nations were respected and that countries had the benefit of all the conditions which were necessary to their existence and progress. It was in that spirit that Hungary desired to co-operate in the work of the Conference.

In the light of these considerations he naturally found himself in complete opposition with certain portions of the draft Convention and could not accept that document as a whole. In the terms used by the delegate of Sweden, he accepted the draft not as a basis but as a framework of the discussions of the Conference. He would summarise as follows what his country desired to obtain at this first Conference:

(1) Hungary asked for a general application of Article 8, which proclaimed an equal right for all nations to the minimum of armaments compatible with national security and the accomplishment of their international obligations, and which prescribed for the application of that principle that considerations should be given to the geographical position and the special conditions of each nation according to a scheme framed by the Council and accepted by all the States.

(2) Hungary considered that the term "minimum" signified the greatest reduction that could possibly be obtained.

(3) Hungary thought that this term implied the reduction not only of effectives but of material of war, the total suppression of arms of an offensive character and of aircraft—particularly of bombing aircraft—on the model of the prohibitions contained in the military clauses of the Treaties of Versailles, St. Germain, Neuilly and Trianon.

(4) If such an object could only be achieved by stages Hungary asked that these stages should be distributed over as brief a time as possible and that the Convention should represent the maximum of progress in that direction and contain imperative guarantees for its complete realisation with the shortest possible delay.

M. W. W. YEN (China) said that for no nation present at the Conference had the problem of armaments so terrible a meaning as to China which was facing the greatest national crisis of her modern history. The outcome of the present struggle to ward off external aggression must inevitably and largely determine the armaments policy which the Chinese nation would pursue.

China had no reason to oppose any of the practical measures which had been put forward. It agreed with the British delegation that total armed forces of every kind should be reduced, together with the total tonnage of existing fleets and the total expenditure of military budgets; it also agreed that weapons primarily used for aggressive war should be abolished or limited.

It was astounding that the armaments now existing cost more than they did before the war and alarming to note that they were unfortunately more dangerous to civilians. History showed that armaments on so great a scale must lead to a militaristic imperialism and inevitably cause nations to confuse right with might. These truths were proved in Europe in 1914 and were being proved in Asia at that moment.

The total armaments of the world must be drastically reduced and China would play her part. China had once been a militarist nation, but had subsequently learned to direct her energies to art, literature and philosophy and to regard the profession of arms with contempt. China was feeling to-day that this ancient lesson must be unlearned. Her bitter experience in the last few months had shown that the modern war machine gave to attack, especially if it were sudden and undeclared, a complete predominance over the means of defence. Big ships of war, tanks, heavy artillery and bombing aircraft must necessarily defeat the purpose of the League, which was to ensure its Members security from war and to guarantee them against aggression.

The reduction of armaments, however, as the French delegation had urged, could not alone ensure peace. There were

assurer la paix. Certaines conditions de caractère politique doivent également être remplies. Il faut chercher dans l'action commune la sécurité que chaque nation s'est évertuée jusqu'ici à faire reposer sur ses propres forces, et rendre un sens fort aux stipulations du Pacte. La délégation française a indiqué quelles étaient les mesures pratiques nécessaires à cette fin: l'arbitrage obligatoire des différends internationaux, la définition de l'agresseur et la rapidité de décision de l'autorité qui dispose des forces collectives de la Société.

Les événements récents montrent que ces propositions sont bien fondées. La Chine a proposé une enquête immédiate, effectuée par des observateurs impartiaux, sur le prétendu incident qui aurait déclenché la crise actuelle en Extrême-Orient, donnant ainsi une preuve de sa bonne foi. Ses troupes ont reçu l'ordre de ne pas s'opposer à l'occupation par la force de son sol et, depuis quatre mois, pas un seul ressortissant du pays agresseur n'a été molesté en territoire chinois. La Chine a demandé des rapports impartiaux sur la situation existant dans certaines régions où, disait-on, se trouvaient des bandits et régnait le désordre. Après l'attaque contre Shanghai, elle a réclamé l'intervention de la Société et s'est ralliée aux propositions tendant à la cessation des hostilités, formulées par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique et auxquelles la France, l'Italie et l'Allemagne s'étaient associées. Dans le fait, en tout point et dans tous les détails, elle a prouvé qu'elle était prête pour le plan proposé par M. Tardieu.

Toutefois, si l'on veut voir aboutir ces propositions, un mécanisme ne suffit pas. Il faut qu'il y ait la volonté de mettre ce mécanisme en marche, le pouvoir et le courage de prendre des décisions devant l'évidence des faits. Il ne sera pas possible de créer la sécurité tant qu'on n'aura pas fait pénétrer dans l'esprit des peuples la conviction que la Société des Nations fonctionne d'une manière efficace et complète. La confiance en la Société a sensiblement diminué depuis le début du différend mandchourien. C'est qu'il n'y a jamais eu un cas plus clair d'agression internationale et de violation des pactes. Le désarmement dépend du caractère sacré des traités et il ne saurait y avoir aucune garantie de paix et aucun désir de désarmer tant qu'une nation militairement puissante pourra lancer sa machine de guerre sur un voisin paisible, au mépris de toutes les dispositions des instruments solennels qu'elle a signés. Ce que demande la Chine, c'est que les nations qui ont apposé leur signature sur ces instruments s'acquittent de leurs obligations.

La Chine survivra à la crise actuelle, mais elle en sortira avec une conception politique et une attitude d'esprit nouvelles, et l'orientation future de sa politique étrangère sera établie sur une connaissance nouvelle des dures réalités de la vie.

Le délégué de la Chine rappelle la réponse de son gouvernement à la proposition récente relative à une trêve des armements. La Chine s'est déclarée prête à adhérer à cette proposition comme préliminaire à la Conférence du désarmement. Elle a fait toutefois ressortir que le sort de cette proposition et de la Conférence elle-même dépendait de l'issue du conflit mandchourien et que si les soutiens de la paix et de la justice internationales dans lesquels les nations dociles au droit placent leur sécurité, tels que le Pacte de la Société et le Pacte de Paris, venaient à s'effondrer, le Gouvernement chinois serait contraint de mettre au premier rang de ses tâches nationales la constitution d'une défense nationale assez puissante pour préserver contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Chine.

Le délégué de la Chine se permet de demander à la Conférence quelles sont ses intentions à l'égard de cette situation. De la réponse que les délégations donneront à cette question dépendra le succès ou l'échec de la Conférence.

(La séance est levée à 12 h. 40.)

III. NOUVEAUX MESSAGES EN FAVEUR DE LA CONFÉRENCE.

(Le Président de la Conférence a demandé l'insertion de la communication suivante.)

La comtesse Albert APPONYI, présidente du Conseil national des femmes de Hongrie, a communiqué au Président une réso-

also political conditions to be fulfilled. The nations must find in common action the security which each one of them had hitherto endeavoured to obtain from its own forces alone and validity must be given to the provisions of the Covenant. The French delegation had suggested the practical measures necessary to this end: the compulsory arbitration of international disputes, definition of the aggressor and rapidity of decision by the authority controlling the joint forces of the League.

Recent events had shown the necessity of these proposals. China had offered instant enquiry by impartial observers into the alleged incident which had led to the present crisis in the Far East, thus proving her good faith. She had ordered her troops not to resist forcible occupation and for four months not a single subject of the aggressor had been molested on Chinese territory. China had asked for impartial reports on the situation in certain regions where there were said to be bandits and disorder. Following the attack on Shanghai China had again asked for the intervention of the League and agreed to proposals for the cessation of hostilities made by Great Britain and the United States of America, wherewith France, Germany and Italy had been associated. China in fact had at every point and in every detail shown herself ready for the plans which M. Tardieu had put forward.

For the success of those proposals, however, machinery was not enough. It was also essential that there should be readiness to put that machinery into operation and the power and courage to take decisions in the face of plain facts. Security could only be created when people believed that the League of Nations really worked with efficiency and thoroughness. Confidence in the League had signally decreased as a result of the Manchurian dispute. There had never been a clearer case of international aggression and of the violation of covenants. Disarmament was dependent upon the sanctity of treaties and there could be no guarantee of peace and no desire to disarm as long as a strong military nation might use its weapons against a peaceful neighbour and disregard the provisions of solemn instruments to which it had subscribed. China demanded that the nations which had signed those instruments should fulfil their obligations.

China would survive the present crisis, but would come out of it with a new political outlook and mental attitude and the future direction of her foreign policy would be constructed on a new knowledge of the hard facts of life.

He would refer to the reply made by his Government to the recent proposal for an armaments truce. China had stated that she was prepared to accede to that proposal as a preliminary to the Disarmament Conference. She had pointed out, however, that the fate of that proposal and the Conference itself would depend on the issue of the Manchurian question and that, if the bulwarks of peace and international justice on which law-abiding nations relied for their safety, such as the Covenant of the League and the Pact of Paris, were to crumble, the Chinese Government would be compelled to put above all national tasks that of building up a national defence strong enough to preserve against external aggression the territorial integrity and political independence of China.

He would venture to ask how the Conference intended to meet the situation. On the answer of the delegations to that question would depend the success or failure of the Conference.

(The meeting rose at 12.40 p.m.)

III. FURTHER MESSAGES IN SUPPORT OF THE CONFERENCE.

(The following communication is published at the request of the President of the Conference.)

Countess Albert APPONYI, President of the Hungarian National Council of Women, has forwarded to the President

lution adoptée par la Ligue hongroise pour la revision, le Conseil national des femmes de Hongrie, la Section hongroise de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et l'Association hongroise pour la paix, au cours d'une réunion publique tenue à Budapest le 25 janvier 1932. La résolution réclame une réduction des armements nationaux conformément à l'article 8 du Pacte, proteste contre les différences de traitement appliquées aux nations en matière de réduction des armements, et condamne, comme constituant une grave infraction aux traités internationaux existants, l'état de choses actuel, qui a pour effet de priver les nations vaincues de tout moyen de défense, alors que les nations victorieuses conservent la plénitude de leur droit à des armements de caractère agressif.

IV. NOUVEAU BATIMENT DES COMMISSIONS: ENTRÉE DES DÉLÉGATIONS ET DE LA PRESSE.

Le Bâtiment des commissions mis à la disposition de la Conférence du désarmement est maintenant terminé. Les membres des délégations et de la Presse sont priés d'utiliser, pour toutes les réunions du Conseil ou des Commissions de la Conférence, l'entrée du nouveau Bâtiment située à côté de l'entrée principale du Secrétariat.

V. DÉLÉGATION FRANÇAISE.

Le général GAMELIN, chef d'Etat-Major de l'armée, rappelé à Paris pour quelques jours, sera suppléé à Genève dans ses fonctions de conseiller de la délégation française par le général BINEAU, sous-chef d'Etat-Major.

VI. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A LA CONFÉRENCE.

Journal de la Conférence, No II.

Compte rendu provisoire de la huitième séance plénière.

Conf. D. 74. Propositions de la délégation espagnole.

a resolution adopted by the Hungarian Revision League, the Hungarian National Council of Women, the Hungarian Branch of the International Women's League for Peace and Freedom and the Hungarian Peace Association at a public meeting held in Budapest on January 25th, 1932. The resolution demands a reduction of national armaments in conformity with Article 8 of the Covenant, protests against the differential treatment of nations in the reduction of armaments and condemns present conditions, under which the defeated nations are reduced to complete defencelessness while the victorious nations retain their full right to aggressive armaments, as a serious breach of existing international treaties.

IV. THE NEW COMMITTEE BUILDING: ENTRANCE FOR DELEGATIONS OF THE PRESS.

The Committee Building for the Disarmament Conference is now completed. Members of delegations and of the Press are requested to use, for all meetings of the Council or Disarmament Committees the entrance to the new building beside the main entrance of the Secretariat.

V. THE FRENCH DELEGATION.

General GAMELIN, head of the General Staff of the Army, recalled to Paris for a few days, will be replaced at Geneva as Adviser to the French delegation by General BINEAU, deputy head of the General Staff.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE CONFERENCE.

Journal of the Conference, No. II.

Provisional Verbatim Record of the eighth plenary meeting.

Conf. D. 74. Proposals of the Spanish delegation.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS

Annuaire statistique du
Commerce des Armes et Munitions

Septième année. 1931
(Sér. P. S. d.N.1931.IX.4)

438 pages

Prix: Fr. suisses 20.—

Une nouvelle édition de l'Annuaire sera
prête au mois de mai 1932.

Documents
de la Commission préparatoire
de la Conférence du Désarmement,
chargée de la préparation
de la Conférence pour la Réduction
et la Limitation des Armements

Onze séries publiées à des prix variant de
Fr. 2.50 à Fr. 25.—

Trêve des Armements

(Sér. P. S.d.N.1931.IX.40)

20 pages

Prix: Fr. suisse 1.—

Catalogue complet envoyé sur demande.
SOCIÉTÉ DES NATIONS
SERVICE DES PUBLICATIONS,
GENÈVE.

Les publications de la Société des Nations sont en
vente, à Genève, aux adresses suivantes:

Au bureau de vente, Secrétariat, annexe Pâquis
(chambre 526);
Chez Payot et Cie, rue du Marché, 40.

En outre, pendant les séances plénières:

Au stand installé à l'entrée publique de la Salle du
Conseil Général.

Et pendant les séances des Commissions:

Au stand installé dans le hall du public, au bâti-
ment des Commissions.

PUBLICATIONS OF THE LEAGUE
OF NATIONS

Statistical Year-Book of the
Trade in Arms and Ammunition

Seventh year. 1931
(Ser. L.o.N. P.1931.IX.4)

438 pages

Price: 20 Swiss francs

A new edition of the Year-Book will be
published in May 1932.

Documents
of the Preparatory Commission
for the Disarmament Conference
entrusted with the Preparation
for the Conference for the Reduction
and Limitation of Armaments

Eleven series published at prices varying from
2.50 to 25 Swiss francs

Armaments Truce

(Ser. L.o.N. P.1931.IX.40)

20 pages

Price: 1 Swiss franc

Complete Catalogue sent free on application.
LEAGUE OF NATIONS
PUBLICATIONS DEPARTMENT,
GENEVA.

The publications of the League of Nations are on
sale in Geneva at the following addresses:

At the sales office in the Pâquis annex to the
Secretariat (Room 526);
At Messrs. Payot et Cie., 40, rue du Marché.

Also, during the plenary meetings:

At the stand at the public entrance of the Salle du
Conseil Général.

And during the meetings of the Commissions:

At the stand in the public hall of the Committee
Building.